ART .5.

Et comme il convient de pouvoir par des dispositions législatives, à tout ce qui intéresse le repos de tous, nous faisons défenses de recevoir aucune réclamation dont l'objet remonterait à trente années, parce qu'il est constant que ce laps de temps est suffisant pour que chacun puisse réclamer et recevoir ce qui lui est dû.

TITRE LXXX.

DES FAUX TÉMOINS ET DES CALOMNIATEURS.

ARTICLE PREMIER.

Il est nécessaire de sanctionner par la présente loi les statuts anciens, qui ont le moins d'autorité ; parceque nous avons reconnu, dans différentes affaires, qu'à raison de l'indulgence des lois existantes, beaucoup de personnes rendaient de faux témoignages, qu'ils offraient ensuite spontanément de soutenir par le combat, dans la vue d'échapper à la peine qui les menace.

ART. 2.

En conséquence, nous ordonnons que, lorsque des témoins se seront portés pour jurer en faveur de l'une des parties en cause (1), si l'on en est venu au combat judiciaire, et que par le jugement de Dieu celui qui a soutenu le mensonge ait succombé en combattant, tous les témoins du côté auquel appartient le témoin qui a été vaincu, seront tenus de payer 300 sous d'or à titre d'amende. Il ne faut pas croire, en effet, que le crime de plusieurs faux témoins puisse être expié par la mort d'un seul d'entr'eux. Mais ceux que le sort des armes n'a pas punis doivent être frappés d'une peine pécuniaire pour la vindicte publique, afin de s'assurer plus facilement qu'à l'avenir nul n'osera pousser la dépravation jusqu'à mentir en justice.

(1) Voyez le titre 45.